## PARTICIPANT À UNE INITIATIVE INTERNATIONALE

# La LADDH portera plainte contre Israël au TPI

***La Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) a tenu hier son conseil national ordinaire qui est intervenu dans un climat critique lié à une violation extrême des droits humains au niveau national et international.***

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) -** Priorité pour ce qui se passe sur la terre palestinienne, la LADDH a pris comme première résolution de participer avec de nombreuses organisations non gouvernementales internationales à la rédaction d'une plainte qui va être déposée, au plus tard lundi prochain, au Tribunal pénal international (TPI), contre les dirigeants israéliens comme principaux auteurs de crimes de guerre et de génocide. Inqualifiables, les bombardements de l'Etat sioniste de la ville de Ghaza ont plongé les peuples du monde entier dans la stupéfaction. Des marches populaires et des rassemblements sont quotidiennement organisés dans plusieurs villes du monde pour dénoncer l'agression israélienne sur Ghaza et appeler à un arrêt immédiat des attaques contre des femmes et des enfants innocents.

«Nous dénonçons avec fermeté ce qui se passe à Ghaza. Les responsabilités dans ce génocide se situent à plusieurs niveaux. L'Etat hébreu refuse de se plier aux résolutions de l'ONU et viole les droits internationaux et toutes les conventions ratifiées. Sur le plan pénal, il y a aussi la responsabilité des militaires et des hommes politiques israélins qui mettent en exécution les décisions relatives à l'agression de Ghaza», a souligné le président de la LADDH, M. Mustapha Bouchachi, lors d'un point de presse qui a sanctionné les travaux du conseil national.

Photo : Samir Sid

Me Ali Yahia Abdenour s'insurge contre les dirigeants arabes.

«Il y a également la responsabilité des régimes arabes. Si ces derniers étaient élus par le peuple, s'ils étaient de véritables représentants de leurs peuples respectifs, Israël n'aurait jamais osé mener cette offensive destructrice contre des innocents», a ajouté Me Ali-Yahia Abdenour, faisant remarquer le grand fossé existant entre les régimes arabes et leurs peuples. Les évènements de Ghaza vont laisser naître, selon Me Ali-Yahia Abdenour, de nouveaux comportements chez les peuples arabes, qui vont aspirer à des régimes progressistes et à se débarrasser des régimes actuels.

C'est l'occasion d'ailleurs pour les responsables de la LADDH d'évoquer la question qui fâche en Algérie, à savoir la levée de l'Etat d'urgence.

«Le monde entier a le droit de marcher pour montrer sa solidarité avec le peuple palestinien, sauf les Algériens. C'est encore inadmissible de maintenir un Etat de siège pour uniquement justifier la répression des droits de l'homme en Algérie», martèle M. Bouchachi. Abordant, par ailleurs, la question de l'abolition de la peine de mort, actuellement au cœur d'une polémique entre partisans et opposants, Me Ali-Yahia Abdenour a qualifié «d'intolérants» les propos tenus par Abderrahmane Chibane, président de l'Association des oulémas musulmans, lorsqu'il a déclaré que «celui qui croit qu'un jugement humain est mieux qu'un jugement divin est un apostat et ne doit pas être enterré dans les cimetières des musulmans». Me Ali-Yahia Abdenour et M. Bouchachi estiment qu'il est beaucoup plus facile à M. Chibane de s'attaquer aux opposants de l'abolition de la peine de mort en usant de versets coraniques qu'au pouvoir qui importe des boissons alcoolisées et permet leur consommation.

Loin de toute considération religieuse, l'abolition de la peine de mort est un acte humanitaire pour laquelle les défenseurs des droits de l'homme continueront à plaider. Faut-il cependant préciser que l'Algérie n'a pas appliqué «l'exécution des condamnés à mort depuis 1993».

«Il y a des condamnés à mort qui exigent l'application de la peine, à savoir l'exécution, pour être délivrés des chaînes qui les attachent les uns aux autres, dans l'attente d'une décision qui n'est jamais arrivée», dénonce M. Bouchachi.

«La liberté d'expression et celle de culte sont de plus en plus bafouées. Il est urgent de réagir», insiste-il, illustrant ses propos par un fait étonnant qui a eu lieu dernièrement à Beni Douala, en Kabylie. «Un directeur d'une école qui a acheté un grand gâteau pour fêter son anniversaire le 24 décembre s'est vu notifier une décision de radiation pour célébration d'une fête non musulmane.»

Comme quoi, naître le 24 décembre peut être un grand péché…

**R. M.**

## FONDATION EL-QODS INTERNATIONALE

# Sit-in de la ligue féminine en soutien avec le peuple de Ghaza

La ligue féminine de la Fondation El-Qods internationale a organisé un rassemblement de solidarité avec les enfants et les femmes de Ghaza.

Le rassemblement a été entamé par la lecture de la fatiha et l'observation d'une minute de silence à la mémoire des martyrs de l'agression israélienne contre la population de Ghaza. Au cours d'une prise de parole, Mme Djaâfri Echaiaâ, présidente de la ligue féminine de la Fondation El-Qods, a affirmé que les femmes algériennes connaissent la valeur de la liberté et demandent l'arrêt des violences contre les enfants et les femmes de Ghaza. Au cours d'un bref rassemblement à la place des Martyrs, la présidente a réclamé l'ouverture en urgence de passages afin de permettre aux aides humanitaires de parvenir à la population meurtrie. L'intervenante a aussi demandé que des sanctions soient prises contre Israël, à l'exemple de l'action judicaire initiée par des avocats algériens. Quelques ONG internationales ont été fustigées, notamment celles enclines à dresser des rapports alarmants sur la situation des droits de l'homme dans les pays arabes, musulmans et africains, mais se murent dans un silence complice lorsque Israël massacre des femmes et des enfants en Palestine. Par ailleurs, un appel a été lancé au président Bouteflika, lui demandant de mettre en œuvre son charisme et son aura sur la scène diplomatique, afin d'amener la communauté internationale à exiger l'arrêt immédiat des bombardements contre la bande de Ghaza.

Mme Djaâfri a martelé que les statistiques sont là pour démontrer qu'à Ghaza, ce sont les femmes et les enfants qui meurent, appelant les instances internationales chargées de la lutte contre le terrorisme à prendre des mesures contre Israël, partant du constat que ce qui se déroule actuellement à Ghaza c'est carrément du terrorisme. La présidente de la ligue féminine de la Fondation El-Qods internationale a par ailleurs salué la position officielle de l'Algérie qui refuse d'établir des relations diplomatiques avec Israël, rappelant que l'Algérie a depuis longtemps exprimé sa position à propos de l'invasion de la Palestine. Mme Djaâfri a enfin rappelé que les membres de la ligue féminine sont en contact téléphonique permanent avec les habitants de Ghaza pour leur exprimer le soutien du peuple algérien.

**Nabil M.**

## TROIS SOMMETS EN DEUX JOURS

# Les Arabes toujours en rangs dispersés

***Les pays arabes continuent d'agir en rangs dispersés au moment où l'agression israélienne sur la bande de Ghaza poursuit son cours depuis maintenant trois semaines. La meilleure preuve en est les trois sommets programmés en l'espace d'un week-end en guise de réaction aux attaques meurtrières de l'Etat hébreu qui ont fait plus de 1200 morts et environ 5200 blessés jusqu'à hier vendredi.***

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir) -** Le premier sommet a été organisé jeudi soir dans la capitale du royaume saoudien, Riyad, et qui a regroupé les six Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), à l'initiative de l'Arabie Saoudite.

Cette rencontre, qui s'avère aussi inutile que celles de la Ligue des pays arabes, a pour but d'«examiner la situation prévalant dans le territoire palestinien de Ghaza».

Parallèlement, s'est ouverte vendredi 16 janvier une réunion d'«urgence» des ministres arabes des Affaires étrangères au Koweït pour examiner aussi la situation dans la bande de Ghaza, après vingt et un jours d'agressions israéliennes, ont rapporté des médias.

Cette réunion devait aborder «les moyens à mettre en œuvre pour faire cesser l'agression israélienne sur la bande de Ghaza», ont encore ajouté les initiateurs de cette réunion qui se tient deux jours avant la tenue du sommet économique arabe, prévu les 19 et 20 janvier au Koweït. Pour sa part, le Qatar accueillait dans sa capitale Doha, une autre réunion des pays arabes pour aussi discuter de la situation qui prévaut dans la bande de Ghaza.

Le Hamas et l'Iran ont pris part aux travaux de ce sommet qui a également réuni des leaders de 22 membres de la Ligue arabe, mais boudé par l'Egypte et l'Arabie Saoudite. Le chef du Hamas et d'autres dirigeants, issus des différentes factions de l'opposition palestinienne à Israël, ont pris part à l'ouverture des travaux du sommet de Doha, dont Ramadan Challah (Jihad islamique) et Ahmed Jibril (Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général). Khaled Machaâl a exprimé son refus à la proposition israélienne de concrétisation d'un cessez-le-feu et a affirmé que «la résistance palestinienne n'est pas vaincue». Le sommet de Doha a été élargi à d'autres pays islamiques, comme la Turquie qui, par la voix de son Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, a fustigé vendredi l'offensive israélienne sur Ghaza, accusant l'Etat hébreu de prendre des civils pour cibles et d'ignorer les appels au cessez-le-feu.

Les travaux du sommet des pays arabes à Doha se sont poursuivis tard dans la soirée d'hier pour tenter de trouver une issue rapide à une guerre qui ne cesse de susciter des réactions internationales des plus violentes à l'encontre de l'Etat hébreu qui reste insensible à tous les appels à un cessez-le-feu immédiat.

**L. M.**